Pour la paix en Algérie. Contre le racisme

MANIFESTATION HIER DANS LES RUES DE BOULOGNE

PENDANT trois quarts d'heure, plus de 500 travailleurs, délégués des usines de Boulogne-Billancourt, ont manifesté hier soir, pour la paix en Algérie et contre le racisme, de la rue Yves-Kermen à la mairie où une dizaine de personnes ont été reçues par le maire socialiste, Le Gallo (notre photo).

La journée avait commencé par des distributions de tracts à la porte des usines. Chez Renault, la CGT et la CFTC avaient édité un texte commun appelant les travailleurs à se rassembler pour deux meetings communs aux heures de midi. L'appel fixait un rendez-vous aux délégations d'ailleurs afin d'aller ensemble à l'Hôtel de Ville. Les syndicats CGT et CFTC demandaient : « La levée du couvre-feu imposé aux travailleurs algériens ; la libération des emprisonnés ; la fin des sévices dont ils sont victimes et l'ouverture de négociations avec le GPRA pour l'application locale du droit à l'autodétermination pour le peuple algérien ».

Un millier de personnes étaient rassemblées place Nationale. Dans d'autres secteurs de la vaste usine, deux personnalités du Mouvement de la Paix s'adressaient aux travailleurs. A l'R. Secuin, c'est le représentant du Parti Communiste qui effectuait des prises de parole.

Enfin dans la plupart des ateliers les cartes-lettres du Mouvement de la Paix ont été signées massivement et adressées à de Gaulle.

A 18 h. 15, les délégués des ouvriers et employés des usines de Billancourt se retrouvaient au centre intersyndical, rue Yves-Kermen. La S.N.E.C.M.A. annonçait 20 délégués, la S.A.U.F. une dizaine, etc. Vers 18 h. 30, le cortège se forma sur le large trottoir de l'avenue du Général-Leclerc et fusèrent les cris : « *Paix en Algérie !* », « *La jeunesse ne passera pas !* », « *Les Algériens sont nos frères !* ».

Le nombre des manifestants augmentait à mesure que le cortège avançait derrière deux larges banderoles sur lesquelles on lisait : « *Paix en Algérie !* », « *Amnistie pour les prisonniers !* », « *Négociation !* ».

Pour la première fois, à l'heure d'une telle manifestation, le maire S.F.I.O. Le Gallo, conseiller général de la Seine, a reçu personnellement une délégation. Après lui avoir présenté la résolution, les délégués demandèrent au maire de faire adopter par le conseil municipal un vœu pour la paix en Algérie et contre les brutalités policières. Le Gallo a promis que la question serait portée à l'ordre du jour du prochain conseil et a souhaité que « *les associations, qui n'ont que trop traîné, représentent et aboutissent rapidement à la paix* ».

Le maire de Boulogne s'est également engagé à transmettre les pétitions signées dans les usines au président de la République.

Un compte rendu de cet entretien avec Le Gallo a ensuite été fait aux travailleurs qui attendaient, rassemblés devant la mairie.

Les multiples actions de cette journée à Billancourt ont donné un excellent départ à la semaine pour la paix en Algérie.

Jean LE LAGADEC.

Les communaux de Champigny

Les agents communaux de Champigny-sur-Marne ont cessé le travail hier matin à 11 heures et se sont réunis par services, à l'appel des cellules communistes. Ils ont adopté une résolution dans laquelle ils s'engagent, notamment « à *manifester en toutes circonstances leur solidarité agissante aux travailleurs algériens victimes de la répression et de la discrimination raciale* ».

Les communaux de Bagneux ont arrêté le travail durant une heure

Les communaux de Bagneux ont débrayé une heure contre le racisme, pour la solidarité avec les travailleurs algériens, pour la négociation immédiate avec le G.P.R.A.

A 10 heures, à l'appel de 4 comités de paix du rond-point des martyrs de Châteaubriant, une manifestation a parcouru les artères principales de ce quartier et exigé avec force la paix en Algérie. Les manifestants ont crié leur volonté de ne pas tolérer de nouvelles exactions de racisme contre les Algériens.

Trait commun CGT, FO, UNEF Parti Communiste, PSU à l'hôpital Saint-Louis

A l'hôpital Saint-Louis, les sections syndicales CGT et FO, l'UNEF (AGEMP), le Parti Communiste et le PSU ont publié une déclaration commune dans laquelle ils « *élèvent une fois de plus contre les brutalités de toutes sortes dont sont quotidiennement victimes les travailleurs algériens* ».

« *La solidarité entre les travailleurs français et algériens doit s'exprimer à tous les échelons et dans toutes ses formes* », déclarent également les signataires qui félicitent les médecins et les travailleurs de l'hôpital Sainte-Anne et appellent à l'union « pour imposer la paix en Algérie ». Ce texte a été édité en tract.

700 signatures à la SAVIEM

A la SAVIEM à Saint-Ouen, une pétition commune CGT-CFTC pour la paix en Algérie et contre la répression policière a recueilli 700 signatures. Ce document a été porté hier soir à la mairie par une délégation.

DÉBRAYAGES DANS PLUSIEURS USINES D'IVRY

où 25 délégations se sont rendues à la mairie

VINGT-CINQ délégations ont été reçues par le Conseil municipal d'Ivry qui s'était réuni à la demande de l'Union locale des syndicats : la T.I.M.U. d'Ivry, l'hospice d'Ivry, l'entreprise Lik-Paramount, Genève, S.K.F., Donnay, Saint-Raphaël, Chauvin, l'Union des ouvriers en lisses, le personnel de la cantine interentreprise, le personnel de l'Office HLM, les employés communaux, les ouvriers de la Régie municipale, des ouvriers du chantier Dumont-Besson, sont venus apporter des pétitions et des signatures.

Dans certaines des entreprises représentées il y a eu des débrayages, notamment une heure chez Lik-Paramount, 1 heure et demie chez Genève aux deux services (carrosserie et chaudronnerie), personnel communal : une demi-heure.

Il faut souligner que dans les débrayages et les délégations on retrouvait des travailleurs français et algériens.

Sont venues également des délégations de quartiers : 46 habitants des HLM Maurice-Thorez, les représentants de plusieurs foyers de vieux travailleurs avec pétitions et résolutions, le comité du Mouvement de la paix du quartier Mirabeau, les comités UFF HLM, Insurrection et Gagarine.

DEFILE A BAGNEUX où les communaux ont arrêté le travail durant une heure

Les communaux de Bagneux ont débrayé une heure contre le racisme, pour la solidarité avec les travailleurs algériens, pour la négociation immédiate avec le G.P.R.A.

A 10 heures, à l'appel de 4 comités de paix du rond-point des martyrs de Châteaubriant, une manifestation a parcouru les artères principales de ce quartier et exigé avec force la paix en Algérie. Les manifestants ont crié leur volonté de ne pas tolérer de nouvelles exactions de racisme contre les Algériens.

Trait commun CGT, FO, UNEF Parti Communiste, PSU à l'hôpital Saint-Louis

A l'hôpital Saint-Louis, les sections syndicales CGT et FO, l'UNEF (AGEMP), le Parti Communiste et le PSU ont publié une déclaration commune dans laquelle ils « *élèvent une fois de plus contre les brutalités de toutes sortes dont sont quotidiennement victimes les travailleurs algériens* ».

« *La solidarité entre les travailleurs français et algériens doit s'exprimer à tous les échelons et dans toutes ses formes* », déclarent également les signataires qui félicitent les médecins et les travailleurs de l'hôpital Sainte-Anne et appellent à l'union « pour imposer la paix en Algérie ». Ce texte a été édité en tract.

700 signatures à la SAVIEM

A la SAVIEM à Saint-Ouen, une pétition commune CGT-CFTC pour la paix en Algérie et contre la répression policière a recueilli 700 signatures. Ce document a été porté hier soir à la mairie par une délégation.

Des parachutistes dans la vallée de la Fensch

Hier après-midi, un convoi d'une vingtaine de véhicules de parachutistes a effectué la vallée industrielle de la Fensch (Moselle), où logent de nombreux Algériens.

De nouvelles unités parachutistes vont arriver en Moselle, venant d'Algérie. Elles prendront la relève des troupes envoyées en Allemagne.

Onze organisations de l'1er s'adressent à la population

Dans le 1er arrondissement, onze organisations (dénoncent, dans un appel, « les attentats de l'OAS, la discrimination raciale » et invitent la population à protester et à se montrer vigilante. Ce texte, édité en affiche, a été signé par le Parti Communiste, le PSU, les Unions locales CGT et CFTC, le SGEN (CFTC), le SNES, le Mouvement de la Paix, la Ligue des Droits de l'Homme, l'ARAC, les Déportés du Travail, la FNDIRP et le Comité Malesherbes-Tocqueville de défense des libertés républicaines.

Le 3 novembre journée d'action dans le 19e

Dans le 19e arrondissement, le Mouvement de la Paix organise la 3 novembre une Journée d'action pour la paix en Algérie avec signature de pétitions, délégations, assemblées dans les entreprises et les quartiers. Les délégations se rassembleront à 18 h. 30, 8, avenue Mathurin-Moreau, pour se rendre à l'Elysée.

■ LES ORATEURS du Mouvement de la Paix se sont adressés hier aux travailleurs de plusieurs usines : le pasteur Boso chez Renault, le docteur Vidal-Naquet et René Benhamou chez Chausson, à Asnières.

300 colis de vivres distribués hier encore à Nanterre par le Secours Populaire

Poursuivant sa campagne de solidarité en faveur des travailleurs algériens blessés et de leurs familles, la fédération de la Seine du Secours Populaire, dans un document qu'elle vient d'éditer, et dont plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires circulent dans la région parisienne, dresse le bilan des brutalités policières.

Dans une lettre-pétition détachable, à adresser au Général de Gaulle, le Secours Populaire lui demande de prendre les mesures nécessaires pour que cessent ces brutalités.

Quant à la solidarité matérielle, elle se poursuit quotidiennement. Hier encore, à Nanterre, 300 colis de vivres ont été distribués à des familles algériennes.

Vous pouvez continuer à apporter vos dons au Secours Populaire : 47, rue Hermel, Paris-18e.

Les fonds sont à adresser au CCP Geneviève Lorée 16.451.46 Paris.

Pour le mercredi 1er novembre à partir de 10 h., une permanence du Secours Populaire sera tenue 47, rue Hermel Paris-18e. Téléphone : ORN. 17-85.

En ouvrant leurs cours plusieurs professeurs de la Faculté de Paris élèvent leur protestation

Dans leurs amphithéâtres de la Faculté de Paris, un certain nombre de professeurs ont lu ces jours derniers, avant de commencer leur cours, une déclaration à propos du développement du racisme en France. Ils ont indiqué qu'ils se placaient strictement « sur le plan humain ». Voici l'essentiel de cette déclaration :

« Un pourcentage de cette ampleur, 20 heures pour les Algériens. Quelles que soient les raisons invoquées, c'est une mesure de caractère raciste, inadmissible [illegible] comme vous le savez sans doute, les mêmes excès : après 20 heures, les Algériens sont pourchassés, la [illegible] une [illegible] [illegible] de [illegible] apparentant à une communauté ethnique ; ils sont déportés par centaines du jour au lendemain en Algérie, quand ils ne sont pas jetés dans la Seine, leur famille restant en France sans moyens d'existence [illegible]

MM. Alfred Kastler et Laurent Schwartz, professeurs à la Faculté des Sciences de Paris, Jean Dresch et Ricatte, professeurs à la Faculté des Lettres de Paris, qui ont transmis ce texte à la presse, lancent un appel aux enseignants. Ils les adjurent de réfléchir à leurs responsabilités d'éducateurs : « Nous avons pour tâche, disent-ils, de donner aux jeunes une culture, et il n'y a pas de culture sans fraternité avec les hommes de toutes les races et de tous les pays... »

Le S.E.P. : Les mesures contre les Algériens sont intolérables

Dans une motion publiée hier, le bureau du Syndicat de l'Enseignement de la région parisienne (SERP) [illegible] contre « la mesure [illegible] » prises envers les Algériens.

Il affirme sa volonté de combattre toute installation de méthodes fascistes dans notre pays et déclare qu'il est prêt à organiser avec les autres organisations syndicales la protection envers.

■ L'ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS DE LA RESISTANCE, dont le Conseil national s'est réuni dimanche, a appelé tous les anciens résistants à s'opposer avec force, en toutes occasions, à toute manifestation de racisme.

Arrestation de deux distributeurs de tracts à Saint-Antoine

Hier matin, à l'Hôpital Saint-Antoine, deux camarades qui distribuaient des tracts dénonçant les violences infligées aux Algériens ont été arrêtés et emmenés au commissariat du 12e arrondissement. Ils ont été emmenés par des policiers qui transportaient un [illegible] dans leur car.

Dans la matinée, la riposte s'est organisée à l'Hôpital Saint-Antoine, où le personnel s'est réuni à 9 heures : une centaine de personnes étaient présentes et plusieurs médecins ont pris la parole. Des protestations ont été envoyées au commissariat et notre camarade, Maria, Doriath, conseillère municipale, est intervenue personnellement. Des délégations de l'Hôpital Rothschild et de l'Hôpital Trousseau se sont également rendues à Saint-Antoine.

Ces nombreuses protestations ont porté leurs fruits, puisque nos camarades ont été libérés à 11 heures.

Véritable état de siège à Paris

Dès hier, la police a commencé l'installation d'un dispositif spécial à Paris. Des cars de C.R.S. et de gendarmes mobiles occupaient des emplacements aux environs de l'Etoile, au Bois de Boulogne, au Quartier Latin, devant les commissariats et certaines mairies — en particulier dans les villes où habitent de nombreux Algériens. Toute permission a été supprimée pour les agents de police, 7 à 8.000 agents sont à la disposition du préfet de police avec 10 escadrons de C.R.S. et 20 de gendarmerie mobile.

Des renforts de police et de troupes ont été également mis en place dans plusieurs villes de l'Est où se trouvent beaucoup de travailleurs algériens.

Jacques DUCLOS souligne la nécessité de défendre les libertés locales

Au début de la séance d'hier au Sénat, le problème de la modification des secteurs administratifs de la région parisienne (transformation des départements de la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Oise) et du district de Paris avait été évoqué.

Une fois de plus, le gouvernement, par l'intermédiaire de Frey, ministre de l'Intérieur, a annoncé qu'il n'avait pas encore délibéré sur le projet de réforme élaboré par la Commission, présidée par M. Maspétiol, conseiller d'Etat.

Jacques Duclos, qui avait posé une question à ce sujet, a montré que ce projet était, dans une large mesure, celui du premier ministre.

La commission Maspétiol, qui « charcute » les arrondissements de Paris et rassemble ou morcelle les communes suburbaines, ne tend qu'à la disparition des municipalités banlieue qui ont tant fait sur le plan social. Jacques Duclos a souligné que cette réforme ne permettrait ni de résoudre le problème de l'enseignement, ni celui du logement, ni celui des transports. Il ne permettra pas non plus de mettre fin au scandale immobilier.

Il a conclu :

« Le seul résultat serait de substituer à l'administration par les élus le régime d'une technocratie perméable à l'arbitraire, à la corruption. Déjà les offices H.L.M. vont être privés d'une partie de leurs droits.

Défendons les libertés communales menacées par le pouvoir personnel. Seule une réforme démocratique étendant les pouvoirs locaux peut régler les problèmes qui se posent, notamment en facilitant les libres associations des communes. »

Notons qu'à plusieurs reprises notre camarade Jacques Duclos fut approuvé ostensiblement par les sénateurs socialistes.

DEBAT AU SENAT SUR LA REPRESSION

FREY ACCUSÉ

refuse de répondre aux questions de Jacques Duclos, Gaston Defferre et des sénateurs algériens Sabi et Achour

Les sévices, les brutalités dont les Algériens ont été victimes e oct fait l'objet hier d'un débat au Sénat. Frey, ministre de l'Intérieur, était au banc du gouvernement. Au banc des accusés.

Tour à tour, Jacques Duclos, Gaston Defferre et deux sénat eurs algériens, MM. Sadi et Achour, ont dénoncé avec vigueur les méthodes employées par la police à l'égard des Algériens.

Frey n'a pas répondu aux questions précises qui lui ont été posées. Il a prétendu que le nombre de tués était de... 6 : que « *le sang-froid de la police a évité le pire* ».

Selon lui, tous les témoignages ne seraient que « *des rumeurs et des calomnies* ».

« *Si des sévices ont été commis, ils seront sanctionnés* », a-t-il dit.

Mais il a immédiatement affirmé qu'à sa connaissance, « *tout avait été parfaitement normal* », qu'il avait donné des ordres pour que « *l'éminente dignité de la personne humaine soit respectée* ».

Le groupe socialiste a demandé qu'une commission d'enquête. Cette question doit faire l'objet d'un nouveau débat dans les prochains jours.

Jacques DUCLOS : Il faut que cesse la guerre d'Algérie, source de périls pour l'avenir de la France

Jacques Duclos rappelle que la manifestation du 17 octobre avait pour objet de protester contre la discrimination raciale dont les Algériens sont victimes.

Il cite des cas de travailleurs algériens maltraités, dépouillés de leurs papiers, de leur argent, jetés dans la Seine, avant les événements du 17 octobre.

Il déclare :

« Tout cela rappelle ce que les miliciens de Darnand et les sbires de la Gestapo faisaient à l'encontre des juifs durant l'occupation hitlérienne.

« Les manifestations, dont une situation aussi lourde de menaces soulignait la légitimité, et qui entraînèrent la participation de 30.000 Algériens avec leurs femmes et enfants, se déroulèrent pacifiquement jusqu'à l'intervention des forces de répression.

« L'hebdomadaire « Paris-Match » a écrit à ce sujet : « *Les premiers défilés se déroulent dans le calme.* » Mais tout changea dès que les forces de répression furent lancées contre les manifestants, non pas pour les disperser, mais pour taper dessus sans la moindre retenue et pour tirer.

« La version du gouvernement est différente. Le préfet de police prétend que les manifestants auraient tiré les premiers. C'est la tentative classique de justification. Ce qui est sûr, c'est que pas un policier n'a été atteint par balle. »

Jacques Duclos cite plusieurs journaux qui ont été contraints de faire « l'aveu des coups de feu tirés par les policiers ».

Il pose alors ces questions :

« Qui a donné l'ordre de tirer ? Je demande aussi qu'on nous dise quelles instructions avaient été données aux forces de répression avant la manifestation pour que les coups de feu soient partis aussi facilement...

« Quel est le nombre des Algériens tués le 17 octobre et les jours suivants ?

« Quel est le nombre exact des blessés et que sont-ils devenus ?

« Avec le couvre-feu et la chasse à l'homme, la région parisienne donne le plus affreux spectacle qui soit.

« Les ratonades comme on dit dans les milieux officiels découlent du climat de haine créé à l'encontre des Algériens contraints par la misère de venir en France se livrer aux travaux les plus pénibles.

« Ces travailleurs honnêtes sont obligés de vivre dans des conditions misérables, dans des taudis, dans des bidonvilles comme celui de Nanterre qui donnent une singulière image de ce que l'on appelle en très haut lieu « la grandeur française ».

Jacques Duclos évoque ensuite ce qui s'est passé au Parc des Expositions et l'affaire de l'Algérien Mohammed Badache.

Pouvez-vous dire : Il n'y a pas de sang sur nos mains ?

Dans un silence impressionnant, Jacques Duclos accuse :

« On pourrait multiplier, dit-il, des relations de ce genre qui soulèvent le cœur, mais pour tout homme digne de ce nom, la cause est entendue.

« La gouvernement s'est déshonoré en agissant comme il l'a fait.

« Et les arguments officiels tendant à expliquer que les forces de répression étaient déchaînées, qu'il n'y avait plus moyen de les tenir, ne sauraient faire disparaître ou atténuer les responsabilités officielles. »

« Il y a un demi-siècle, parlant à la Chambre des députés, Aristide Briand, justement attaqué par les socialistes, disait : « Regardez mes mains, messieurs, il n'y a pas de sang. » M. le ministre de l'Intérieur et ses maîtres peuvent-ils en dire autant aujourd'hui ?

« Et maintenant, je veux demander au gouvernement de répondre, avec précision, à la question précise que j'ai posée.

« Quel est le nombre exact des Algériens transportés en Algérie et quel sort leur est réservé là-bas ? »

Après avoir souligné les contradictions qui existent entre les chiffres de la préfecture de police et ceux du ministère de l'Intérieur, sur le nombre total des arrestations, notre camarade montre la nécessité de reprendre les négociations avec le GPRA.

« Pour mettre fin à la guerre d'Algérie, dit-il, il faut négocier et les faits montrent que la négociation est possible et peut aboutir si le gouvernement français le veut. Dans sa récente déclaration, Ben Khedda, président du gouvernement provisoire de la République algérienne a proposé deux variantes pour la négociation. »

« Tout cela est clair, mais l'attitude du gouvernement, exprimée par M. Joxe, est beaucoup moins claire et on peut redouter que l'on continue à faire traîner les choses en longueur, à prolonger une guerre qui favorise les menées de l'O.A.S., fait le jeu des factieux qui, au surplus, bénéficient d'incontestables complaisances officielles et aggrave dangereusement la menace fasciste en France. »

Il conclut :

« Nous pensons que dans l'intérêt supérieur de la France et de la liberté, il est indispensable qu'on en finisse avec les finasseries et les combinaisons politiciennes qui soulignent la persistance de prétentions colonialistes inadmissibles. Il faut que cesse au plus vite la guerre d'Algérie grosse de périls pour l'avenir de la France. »

Gaston DEFFERRE : Le gouvernement est responsable des matraquages et assassinats perpétrés durant plusieurs jours

Dès le début de son intervention, Gaston Defferre souligne que ce sont les hommes qui, il y a quelques mois, parlaient « d'intégration », de « Français à part entière » qui président aujourd'hui aux « ratonnades », à la « chasse aux bicots ».

« Vous êtes l'un de ces hommes, monsieur le ministre », lance Defferre à Frey qui, à son banc, est visiblement très ennuyé.

Le sénateur-maire de Marseille poursuit :

« Je n'avais pas l'intention de revenir sur les faits. Mais hier soir, vous avez osé dire à l'Assemblée nationale qu'il n'existait pas l'ombre d'un commencement de preuve...

« Ou vous êtes mal informé et, dans ce cas, vous n'êtes pas à la hauteur de votre tâche. Ou vous êtes informé et, dans ce cas, vous nous cachez la vérité. »

Il fait ensuite état d'une série de plaintes qui relatent les sévices et les rois dont les Algériens ont été victimes de la part de certains policiers qui, dit-il, ont employé des méthodes nazies.

« La lecture de ce document, dit-il, est atroce : on y sent la haine, les passions les plus basses, qui s'assouvissent « à froid », je veux dire plusieurs jours après les manifestations.

« Tel musulman roué de coups et ayant vomi — pardon de ce détail — est à nouveau frappé et contraint de lécher ce qu'il vient de restituer sur le sol. »

Le représentant du groupe socialiste annonce qu'il demande la constitution d'une commission d'enquête parlementaire. Il ajoute :

« Son nom et son adresse, je ne vous les donnerai pas, Monsieur le Ministre, parce que je n'ai pas confiance en vous. Mais je suis prêt, comme je l'ai dit, à les donner à une commission d'enquête parlementaire. »

Gaston Defferre évoque ensuite le fameux réseau Dides au sein de la police. Il réclame des sanctions.

« Mais le vrai responsable, en définitive, déclare-t-il, ce n'est pas cette partie gangrenée de la police, c'est le gouvernement et plus précisément le chef du gouvernement : c'est vous qui êtes responsable des matraquages et assassinats perpétrés durant plusieurs jours.

« Les sadiques qui ont commis ces abominations savaient qu'ils ne risquaient rien...

« Vous foulez aux pieds les principes élémentaires de la dignité humaine... »

On entend ensuite Bernard Lafay qui estime que les forces de répression ne sont pas encore assez nombreuses et qui regrette que les harkis n'aient pas été « multipliés » et « implantés » partout. Fruh, au nom des indépendants, fait confiance au gouvernement.

M. SADI Salan se promène librement en Algérie

Deux sénateurs algériens interviennent ensuite : MM. Sadi et Achour, membres du Rassemblement Démocratique algérien. Le premier, après avoir demandé le nombre d'expulsés, déclare :

« Pratique-t-on dans les camps en Algérie des châtiments corporels comme la « pelote » ou la « guitoune » ? Les interrogatoires prennent-ils la forme de la « question » comme on le dit ? Y a-t-il des individus condamnés pour les crimes de leurs parents ? La responsabilité collective est-elle devenue une notion du droit français ?

« En Algérie, la discrimination raciste s'applique à tout instant. Les manifestations des uns sont protégées et celles des autres réprimées à coup de matraque.

« Et voilà que ces méthodes arrivent jusqu'à Paris où les plastiqueurs de l'O.A.S agissent impunément.

« Comment se fait-il d'ailleurs que Salan circule en Algérie et y parle librement. »

De son côté, M. Achour souligne que :

« La police s'est opposée avec un acharnement bestial aux manifestants. Il s'est agi en réalité d'une chasse au faciès. Si ces procédés sont si efficaces — et on a invoqué leur efficacité pour les justifier — pourquoi ne les utilise-t-on pas en Algérie ? Il est vrai qu'il faudrait les appliquer à une autre catégorie de citoyens, les citoyens privilégiés... »

POUR L'AMITIÉ ENTRE LES FEMMES FRANÇAISES ET ALGÉRIENNES, POUR LA PAIX

par Madeleine VINCENT

MANIFESTANT d'abord avec leurs maris, puis seules avec leurs enfants contre les mesures discriminatoires et pour l'indépendance de leur pays, les femmes algériennes ont bouleversé par leur courage et leur dignité toutes les femmes françaises qui les rencontrent.

Leur fière attitude ne pouvait que faire grandir des sentiments d'amitié et de solidarité chez d'autres femmes, d'autres mères qui souffrent elles aussi d'une guerre qui dure depuis sept ans.

Aux campagnes racistes et de haine du pouvoir gaulliste, les femmes de la région parisienne ont répondu par un profond mouvement de solidarité et de soutien envers leurs sœurs algériennes. Des centaines de faits sont plus émouvants les uns que les autres.

Les femmes de la banlieue à qui vous avez confié vos enfants avant d'aller manifester ne sont pas prêtes d'oublier votre geste d'amitié et de confiance, mamans algériennes.

Quand vous n'avez pas fait ce geste, vous avez parfois retrouvé, comme dans cette cité de Nanterre, une autre mère veillant sur vos cinq petits, les entourant de soins et prête avec les voisins à les protéger contre toute descente policière.

Avec les cellules du Parti, les femmes communistes, les adjointes et les conseillères municipales communistes se sont dépensées sans compter.

LES sentiments profonds de solidarité ont été exprimés avec force et dans l'union dans les entreprises et les quartiers. Dans les grandes usines Renault de Billancourt, où les femmes des services sociaux arrêtèrent le travail, organisèrent toutes unies la protestation contre les mesures policières, associant ensuite dans un meeting des centaines et des centaines de travailleurs de chez Renault à leur lutte.

Dans tous les hôpitaux — où les femmes sont si nombreuses — la riposte aux mesures scandaleuses de la police a été résolue et puissante.

Des exemples multiples ont par ailleurs été publiés sur l'activité des comités de l'Union des Femmes Françaises dans de nombreuses villes de banlieue et arrondissements de Paris, comme dans le 19e, à Nanterre, à Arcueil — soulevant les femmes, organisant à la fois l'aide aux familles algériennes, la protestation contre la répression et l'action pour que soit mis fin à la guerre.

A Gennevilliers, en même temps que les comités U.F.F. remettaient 150 colis aux familles algériennes, parrainant des enfants dont les pères étaient pas rentrés, ils portaient aux pouvoirs publics 850 signatures contre les mesures gouvernementales de discrimination et pour la paix en Algérie. A Vitry, 64 femmes venues de onze quartiers se sont rendues en délégation à la mairie, porteuses de nombreuses signatures qui furent ensuite remises par onze d'entre elles à l'Elysée.

Ce ne sont là que quelques exemples pris parmi des diverses d'autres. Mais citons encore un fait.

A Villejuif, dès que la police eut amené des femmes algériennes à l'hôpital Paul-Brousse, une délégation de vingt femmes de comités de l'U.F.F. s'y rendait. Elles collectèrent argent, vivres, signatures sous les pétitions.

Elles reçurent la meilleure récompense : « Quand notre pays sera libre, nous voulons que vous y veniez », leur dirent les femmes algériennes, « vous verrez comme il est beau. »

Comment dire plus simplement, plus humainement, que dans ces moments terribles, c'est notre solidarité, c'est notre action qui sauvegarde pour l'avenir l'amitié entre nos deux peuples.

ET maintenant, des centaines de familles sont privées du père, renvoyé en Algérie, emprisonné, disparu... Des femmes sont sans ressources et sans nouvelles. L'entraide, la solidarité, les protestations ne se ralentiront pas. D'autant que le pouvoir gaulliste, loin de lever les mesures injustes contre les travailleurs algériens, profère de nouvelles menaces.

« Nous savons que ce sera encore dur », disent courageusement les femmes algériennes. Dans leur cœur sont indissolublement mêlées l'indépendance de leur pays, leur dignité, la vie de leurs enfants.

Nous ferons de notre cette plus encore pour imposer au pouvoir gaulliste qu'il engage avec le G.P.R.A. une négociation loyale permettant au peuple algérien de réaliser son droit à l'indépendance, dans l'intégrité du territoire de l'Algérie.

Que les femmes communistes s'emploient, de toutes leurs forces, comme le leur demande leur Parti, à poursuivre et à impulser cette action, en particulier au cours de cette semaine qui marque le « anniversaire de la guerre d'Algérie. Ainsi sera hâtée l'heure de la paix et de l'amitié entre le peuple français et le peuple algérien.

7 novembre : Célébration du 44e anniversaire de la Révolution d'Octobre

Le 44e anniversaire de la Révolution Socialiste d'Octobre sera célébré par notre Parti le mardi 7 novembre, à 20 h. 30, à la Mutualité.

Waldeck Rochet y prendra la parole.

Au programme de la soirée :

— Orchestre sous la direction de Pierre Menet.

Pour la première fois en France, un grand film sur l'exploration du cosmos : « A nouveau vers le ciel ».